

RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE TRANSPORT MARITIME**CNAN Group bientôt dissous**

A compter du 1^{er} janvier 2017, une nouvelle organisation du secteur de transport maritime national verra le jour. Il s'agira du Groupement algérien de transport maritime (GATMA), qui englobera tous les acteurs intervenant dans le secteur de transport maritime national. Conséquence directe de cette restructuration : la dissolution de Group Cnan à la date du 31 décembre prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision de restructuration du pavillon national maritime avait été prise au lendemain de l'arrivée de Boudjemaâ Talai à la tête du Département des transports. En effet, doté d'un capital de 22 milliards de DA, le groupe Gatma regroupera les deux filiales de la Compagnie nationale de navigation (Cnan), l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv), l'Entreprise nationale de réparation navale (ERENAV) et cinq autres filiales chargées de la consignation de navire et activités connexes.

Selon une source proche du Département des transports, cette configuration actuelle du secteur public marchand qui s'est articulée jusque-là autour des SGP, a «atteint ses limites». «Les SGP, dont la mission, à la création en 2001, était principalement axée sur la gestion de titres dans un contexte de privatisation et de désengagement de l'Etat, aujourd'hui, elles sont complètement dépassées, car elles n'arrivent plus à jouer le rôle d'animation, de développement et de pilotage stratégique des EPE qui leur sont rattachées ni de fédérer les entreprises autour d'une stratégie de développement commune permettant de générer des synergies», a-t-on indiqué.

Sur un autre plan, on indique que cette liquidation, qui touchera les différentes entreprises du secteur pour être intégrées au sein du nouveau groupe, ne remettra pas en cause «les acquis sociaux des salariés».

Pour rappel, les pouvoirs publics ont engagé depuis 2013 un ambitieux programme de développement des capacités de transport de la CNAN, à travers notamment l'acquisition de nouveaux cargos, 25 au total, pour un coût global d'un milliard de dollars. «Tine Ziren» est justement le 8^e de la série en attendant le reste. La filiale CNAN-Nord, qui assure le transport de marchandises à partir des ports d'Anvers (Belgique), de Hambourg

(Allemagne), d'Istanbul (Turquie) et de Charleston (Etats-Unis), s'accapare la part du lion avec 18 navires, les sept restants sont destinés à la CNAN-Med qui couvre la zone méditerranéenne, notamment la France, l'Espagne et l'Italie. Il viendra s'ajouter à cinq autres nouvelles acquisitions de la CNAN pour le

transport de marchandises (conteneurs, matériels divers d'équipements industriels, colis lourds, produits dangereux et cargaison en vrac,...), mis en exploitation depuis 2014 pour quatre d'entre eux, le dernier ayant été réceptionné l'année passée.

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, CNAN-Nord a procédé dernièrement au lancement d'un appel d'offres restreint pour l'acquisition de deux autres navires de type *Bulk Carrier*, des navires de charge destinés au transport de marchandises solides en vrac.

A. B.



Photos : DR

Nouvelle configuration du secteur public marchand.

MUSTAPHA GUITOUNI, P-DG DE SONELGAZ :**«L'augmentation des tarifs de l'électricité et du gaz n'est pas à l'ordre du jour...»**

S'exprimant devant les élus locaux et les autorités de wilaya à la salle des congrès de la wilaya, le président-directeur général du groupe de distribution d'électricité et de gaz, Sonelgaz, Mustapha Guitouni, en visite de travail de deux jours à Béjaïa, a rappelé mardi en fin d'après-midi, qu'aucune augmentation des tarifs de consommation de l'électricité et du gaz n'était programmée pour l'année prochaine.

«L'augmentation des tarifs de l'électricité et du gaz n'est pas à l'ordre du jour», a tenu à rassurer, le P-dg de Sonelgaz lors de cette rencontre avec les autorités de wilaya et les maires avec comme ordre du jour l'examen de la situation de l'alimentation en énergie électrique et gazière de la wilaya.

Dans son intervention, le P-dg de Sonelgaz tout en mettant en exergue la meilleure couverture en énergie électrique de la région avec l'un des taux le plus élevés du pays «96%», a déploré le retard accusé en matière de pénétration au réseau de gaz naturel avec un taux se situant entre 47 et 50%, a-t-il signalé.

Le P-dg de Sonelgaz a, dans la foulée, noté que 250 projets de raccordement au réseau de gaz naturel sont en cours de réalisation à travers les différentes communes de la wilaya en vue d'améliorer très sensiblement le taux de pénétration au réseau de gaz. Prenant la parole, des maires ont soulevé de nombreux problèmes liés entre autres aux lenteurs observées dans la réalisation des projets de raccor-



Mustapha Guitouni, P-dg de Sonelgaz.

dement au réseau de gaz dans leur municipalité. Mustapha Guitouni a promis de répondre individuellement à toutes les préoccupations des P/APC et d'informer par la même occasion le premier responsable de l'administration de la wilaya. «En matière de distribution, on a touché tous les villages. Il reste toutefois le transport de gaz. On fait face à de multiples problèmes d'opposition des citoyens. Le wali a réussi à solutionner de nombreuses situations de blocage mais malheureusement, il subsiste encore certains cas d'opposition», fait constater le patron de Sonelgaz qui citera à titre d'exemple le cas d'une opposition de deux citoyens habitant sur le parcours de la haute pression au lieu-dit Tidhelsine (Aokas) privant ainsi le raccordement au gaz naturel de pas moins de 8 000 foyers, a-t-il souligné.

Sur un autre registre des énergies renouvelables, Mustapha Guitouni dans une intervention à la radio locale, le cahier des charge, pour 4 000 mégawatts est finalisé, il se trouve au niveau du ministère de l'Energie. «Le cahier des charges va être mis en concurrence pour des capacités de 4 000 mégawatts d'ici 2021. Le principe est simple, ils sont mis sur le marché et il y a un appel à concurrence. Ce qui nous intéresse et quel que soit le partenariat algérien ou étranger, il faut qu'il intègre du matériel photovoltaïque qui doit être fabriqué dans des usines en Algérie pour que le prix de revient du KW/H soit le plus bas», a expliqué le P-dg de Sonelgaz.

S'agissant du paiement électronique des factures de l'électricité, le patron de Sonelgaz a déclaré qu'un partenariat est conclu avec la BNA et que l'opération de paiement électronique des factures devraient intervenir le mois de janvier ou février de l'année prochaine. Dans la même intervention à la radio, Mustapha Guitouni a, toutefois, mis l'accent sur la nécessité d'économiser l'électricité en appelant ses cadres à multiplier les campagnes de sensibilisation à travers tout le pays. Il a mis en exergue l'importance du rôle de l'agent de Sonelgaz dans l'opération de sensibilisation sur la consommation rationnelle de l'énergie.

«Un Algérien consomme dix fois plus d'électricité qu'un Européen», note-t-il avant d'annoncer le lancement, prochainement, d'une campagne de sensibilisation à travers le territoire pour apprendre «le petit geste à même d'économiser cette énergie».

A. Kersani

EXPLOITATION MINIÈRE**900 permis miniers octroyés en 9 mois**

Sur les neuf premiers mois de l'année 2016, l'Agence nationale des activités minières (Anam) a octroyé environ 900 permis miniers et traité 500 requêtes des exploitants. La police des mines a, quant à elle, déposé 90 P-V (procès-verbaux) auprès du procureur de la République, et ce, concernant les exploitations illicites. A travers le territoire national, on recense 1 484 sites en activité dont 346 sites n'ont pas encore été entamés, 78 sont en travaux préparatoires et 556 sites dont les travaux sont à l'arrêt.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a énuméré, hier, Hacène Hariati, président du comité de direction de (Anam). Le responsable s'exprimait en marge du regroupement régional des opérateurs miniers de la région Centre organisé à l'hôtel Mazafran de Zéralda.

Cette rencontre était destinée à la sensibilisation des opérateurs miniers sur leurs engagements et leurs responsabilités dans le domaine de l'activité minière ainsi que sur les aspects environnementaux de l'industrie minière.

Quant aux sites abandonnés, M. Hariati a indiqué que l'agence

a pris des mesures à travers ses 19 antennes régionales (police des mines) chargées du contrôle des sites qu'ils soient en activité ou à l'abandon. En cas d'abandon des sites, des mises en demeure sont adressées aux exploitants qui disposent d'un délai et s'ils ne déposent pas un dossier de fermeture du site, l'Anam recourt à la voie juridique.

Au troisième trimestre 2016, la police des mines a recensé 266 sites inactifs au niveau de la région Centre, répartis comme suit : 286 sites à Djelfa, 142 sites à Bordj-Bou-Arréridj, 139 sites à Sétif, 87 sites à Blida, a indiqué Laïb Nacer Eddine chef de servi-

ce HSE à l'Anam. Les causes sont variées et peuvent venir de l'opposition des citoyens et/ou riverains, des litiges avec les propriétaires (réels ou prétendants) des terrains, la présence de patrimoine protégé ou des litiges entre exploitants miniers.

Les oppositions des riverains sont généralement dues aux poussières à l'origine des maladies respiratoires et la détérioration de la flore, la stagnation des eaux, source de leishmaniose et de noyades, les bruits causant des frayeurs, les vibrations qui engendrent des fissurations du bâti, a rappelé l'orateur.

M. Laïb est revenu dans une

communication sur l'obligation faite à l'exploitant de se conformer à un cahier des charges et un plan de gestion environnementale. «Pour chaque problème il doit trouver une solution», nous dira M. Laïb.

Et d'ajouter : «On ne peut être induit à une activité minière, prospère et meilleure que par le respect et l'application de la réglementation en vigueur, tant sur le volet administratif, fiscal, technique et environnemental. Toutes les parties et structures concernées doivent converger leurs efforts afin d'aboutir à une industrie minière forte et durable.»

Y. D.